

qu'il y a pour elles, en attendant que cet idéal se réalise, d'assurer leur sécurité par des pactes régionaux.

Vous savez tous que la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg ont signé, il y a quelques mois, le Traité de Bruxelles, qui a pour but d'assurer la collaboration la plus étroite, sur le plan politique, économique et militaire, entre les membres de l'Union occidentale. Affaiblies par la dernière guerre, ces nations européennes sont incapables d'assurer seules le maintien de la paix, pas plus que les Etats-Unis et le Canada seuls ne le pourraient. Ce qu'il importe de réaliser au plus tôt, c'est une union des unes et des autres en un puissant système de sécurité collective.

Depuis plusieurs mois déjà, des représentants du Canada, des Etats-Unis et des pays de l'Union occidentale étudient les conditions possibles d'un pacte de l'Atlantique-nord. J'espère qu'à la suite de ces pourparlers, on réussira bientôt à négocier un tel pacte. Lorsque les clauses en auront été arrêtées, il appartiendra, en ce qui nous concerne, à notre Parlement de les accepter ou de les rejeter. Tous admettront, je crois, que notre situation géographique, nos liens historiques, notre bien-être matériel et notre sécurité exigent que le Canada prenne place dans la communauté atlantique.

L'établissement de la paix et de la sécurité est le plus grave problème de l'heure. C'est notre premier devoir. Pour ma part, je suis convaincu que le moyen le plus sûr et le plus pratique d'y arriver, c'est de réaliser le plus tôt possible l'union de ces nations. Il ne suffit pas d'avoir le droit pour soi; il faut aussi la force nécessaire pour le faire respecter. Cette force, seule l'union peut nous la donner. Nous savons trop où mène une politique d'isolement. La dernière guerre a prouvé que l'isolement n'est pas une garantie de sécurité. Si un ou deux petits pays ont pu rester neutres et survivre, c'est grâce uniquement à la victoire des Alliés, sans laquelle ils auraient été vite englouti dans le tourbillon nazi. Aujourd'hui, nous devons choisir entre les dangers de l'isolement et les chances de conjurer tout péril par des alliances puissantes.

J'estime qu'il est de mon devoir de ne ménager aucun effort, tant auprès de mes compatriotes qu'auprès des gouvernements intéressés pour qu'on choisisse le système des alliances. Nous ne voulons pas d'une troisième guerre mondiale. Nous devons tout faire pour l'éviter.

Comme vous le savez, j'arrive de Londres, où j'ai remplacé M. King à la réunion des premiers ministres du Commonwealth. J'ai été heureux de constater que tous les pays du Commonwealth sont d'accord sur un grand nombre de questions d'intérêt commun; ils sont tous d'accord également pour continuer d'appuyer sans réserve l'O.N.U. Ils espèrent tous qu'un jour, les nations du globe pourront s'entendre et travailler ensemble à assurer à tous les hommes, non seulement la paix et la sécurité, mais aussi la plus grande mesure possible de bien-être et de prospérité. Il suffit toutefois d'un coup d'oeil sur la mappemonde pour constater que, devant la menace du communisme totalitaire, le Commonwealth ne constitue pas en lui-même un système de sécurité collective. La Grande-Bretagne a reconnu cette vérité en adhérant à l'Union occidentale. J'ai dit que